

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4466 - Vendredi 22 Septembre 2023 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ

Le PFSS-RRC poursuit le transfert d'argent aux bénéficiaires



Lancé officiellement le 22 août 2023 à Wanani dans la région de Džando à Mohéli, les transferts monétaires sociaux pour renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables affectés par les effets des crises multiples, se poursuit à

Fomboni. Les bénéficiaires de 4 quartiers de la capitale mohélienne étaient réunis ce mardi 19 septembre à la salle multifonctionnelle pour une sensibilisation et la remise officielle.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

06 Rabioul Awal 1445
Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Septembre 2023

Lever du soleil:

06h 01mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 43mn

Dhouhr : 12h 04mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



VISION DE L'ARABIE SAOUDITE À L'HORIZON 2030

Plus de 70% de réalisations

Lors de sa rencontre avec la presse, mardi dernier, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Moroni, avait révélé que plus de 70% des projets relatifs à la vision du royaume à l'horizon 2030, sont déjà réalisés. Dr Attalah bin Zayed affirme qu'en quelques mois tout change au niveau des infrastructures. Il invite les comoriens à aller constater d'eux même.

Demain samedi 23 septembre, l'Arabie Saoudite va célébrer le 93ème anniversaire marquant l'unification du Royaume sous l'égide du roi fondateur, Abdoulaziz bin Abdoul Rahman Al Saoud. A cette occasion, son représentant diplomatique à Moroni Dr Attalah bin Zayed a convié la presse nationale pour évoquer l'évènement qui sera célébrée à Moroni ce samedi ainsi que les relations bilatérales. Dans ce face à face avec les journalistes, l'ambassadeur saoudien est revenu en long et en large sur la vision de son pays qui se fixe l'émergence à l'horizon 2030. Le diplomate a rappelé que la vision 2030 de l'Arabie Saoudite est consignée dans un plan national ambitieux de changement, le plus important, s'inspirant de l'histoire riche



du Royaume, de sa culture authentique, de sa situation géostratégique, de sa puissance économique, de son peuple et son énorme potentiel pour réaliser une transformation sociale et économique visible, qui continue d'influencer le monde.

« Je peux vous assurer qu'actuellement plus de 70% des projets sont déjà réalisés », affirme l'ambassadeur qui ajoute que l'année 2023 a été marquée par des réalisations sans précédent à tous les niveaux, avec une croissance record du Pib enregistrée par le Royaume. Il a évoqué les efforts déployés pour améliorer la qualité de vie des

citoyens, créer des conditions optimales pour l'éducation et les services de santé, ainsi que pour promouvoir l'autonomisation des femmes sur le marché du travail. La vision 2030 de l'Arabie Saoudite, un plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité. Il porte une vision de transformation du monde en renforçant la paix, en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. Il s'agit d'un plan de développement mis en place par le gouvernement saoudien en 2016, qui vise à sortir le pays de sa rente pétrolière historique en diversifiant son économie et en

ayant recours à diverses privatisations.

Le 25 avril 2016, le plan « Saudi Vision 2030 » est rendu public par Mohammed ben Salman, le prince héritier et vice-Premier ministre de l'Arabie Saoudite, également ministre de la Défense et président du Conseil des affaires économiques et du développement (CAED), qui le qualifie à cette occasion de plan « ambitieux mais réalisable ». Ce plan a été élaboré pour répondre aux difficultés budgétaires rencontrées par le royaume à la suite de la forte baisse des prix du pétrole en 2014. Or, jusqu'en 2015, 90% des recettes

publiques du pays provenaient du pétrole. Parmi les mesures prioritaires, le gouvernement a entrepris de diminuer fortement les dépenses publiques, en réduisant notamment les subventions à la consommation d'électricité, d'eau et de carburant, tout en augmentant les prix du carburant de près de 40%. Ce plan prévoit notamment la vente de 5% de la compagnie des hydrocarbures Saudi Aramco pour multiplier les investissements hors secteur énergétique, et financer son programme de réformes.

Ibnou M. Abdou

JOURNÉE NATIONALE DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Une coopération fructueuse et diversifiée

Demain samedi 23 septembre aura lieu à Moroni, la célébration officielle de la fête nationale de l'Arabie Saoudite, marquant le 93ème anniversaire de l'unification des nations du Najd et du Hijaz. Une occasion pour l'ambassadeur saoudien à Moroni d'inviter la presse, mardi dernier pour non seulement parler de la célébration qui rassemble tout le Royaume, dit-il, mais aussi d'évoquer les relations bilatérales, notamment les nombreux projets de développement aux Comores dans divers domaines, dont les infrastructures et la santé. En matière d'éducation, Dr Attalah

bin Zayed Al Zayed lance un appel aux étudiants comoriens à s'intéresser aux bourses d'études saoudiennes, plus 300 offertes cette année.

Le thème de la Journée Nationale choisi cette année est « Une vision ambitieuse pour une grande nation ». Ce thème « montre o combien il est crucial de réaliser la vision 2030 de l'Arabie Saoudite. Chaque jour, cette vision se réalise. Actuellement plus de 70% des projets sont déjà réalisés », indique Dr Attalah bin Zayed Al Zayed, lors de sa rencontre avec la presse nationale, mardi dernier,

dans son bureau. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite a saisi cette opportunité pour se féliciter de l'évolution positive des relations bilatérales entre Moroni et Riyad, qui selon lui, sont au beau fixe. Et à travers plusieurs réalisations concrètes sous l'égide des dirigeants successifs, accompagnés par la volonté du peuple saoudien à concourir sur le marché de la renaissance et l'intégration du pays au progrès et au développement dans tous les secteurs.

Pour le diplomate, le principal défi est d'être en mesure de s'impliquer mutuellement dans la recherche de solutions à long terme

aux problèmes qui se posent dans nos communautés respectives. L'Arabie Saoudite fait partie des grands pays qui avaient soutenu les Comores depuis leur accession à l'indépendance en 1975. Le roi accorde une attention particulière aux relations entre le royaume et l'archipel. L'Arabie Saoudite accompagne les Comores, depuis le début des années 1980, à mettre en place des grandes infrastructures, dont les premières routes nationales. Depuis, les deux pays ont toujours entretenu des relations privilégiées.

En 1986, le roi Fahad bin Abdoulaziz Al Saoud financera personnellement l'une des routes légendaires du pays située au sud de Ngazidja et qui porte toujours son nom. Et pour cette raison, Dr Attalah bin Zayed dit « vouloir assurer la continuité de la coopération qui lie les deux pays frères ». D'ailleurs, l'ouverture d'une ambassade saoudienne aux Comores en 2015 a permis aux deux pays de raffermir encore davantage cette coopération, vieille de plus de quarante ans. Sur le plan financier, le montant cumulé en 2021 des engagements financiers de l'Arabie Saoudite aux Comores est estimé à plus de 60 milliards de francs comoriens au cours des six dernières années. L'aide budgétaire de 20 milliards de francs accordés à l'Union des Comores en novembre 2015, l'Arabie Saoudite intervient

notamment dans les secteurs des infrastructures routières, de l'eau, de l'éducation, de la santé, de l'administration publique et dans l'humanitaire.

Il faut noter le financement de la route Hahaya-Maloudja (20 km) à hauteur de 4 milliards, la route Dindrini-Lingoni-Pomoni (15 km) d'un montant de 7 milliards, le tronçon Mutsamudu-Sima (28 km) dont le coût est estimé à 7 milliards. Les autorités saoudiennes interviennent dans le secteur de l'eau, à travers le Fonds saoudien de développement (Fsd) et la Banque islamique de développement (Bid) avec deux grands projets distincts, mais complémentaires. Le premier est le financement d'un projet d'adduction d'eau dans la capitale des Comores et ses environs d'un montant de 3 milliards de francs. Le second concerne la construction d'une grande citerne de stockage au profit de l'agglomération de Moroni, estimée à 5 millions de dollars (2,5 milliards fc) pour approvisionner la capitale en eau. Et par rapport à l'éducation, l'ambassadeur annonce que son pays octroie annuellement 350 bourses d'études aux étudiants comoriens, désireux de poursuivre leurs études dans différentes universités saoudiennes.

Ibnou M. Abdou

Dr Attalah bin Zayed ambassadeur d'Arabie Saoudite à Moroni



SOCIÉTÉ

Le PFSS-RRC poursuit le transfert d'argent aux ménages bénéficiaires

Suite de la page 1

C'est en présence du gouverneur de Mohéli Mohamed Said Fazul, que le projet de filets sociaux de sécurité résilients et réactifs aux chocs (PFSS-RRC) vient de procéder au transfert monétaire en faveur des ménages bénéficiaires de 4 quartiers de Fomboni. Il s'agit de Mouzdalifa,

Kanaleni, Msouwapvé et Massandzeni. Au total 3 200 comptes ouverts à Mohéli dont 1250 comptes MVOLA dans la zone de Fomboni, vont recevoir trois tranches non conditionnelles d'un total de 75 000 KMF.

« Nos très chers bénéficiaires, nous tenons aussi à ce que nous vous fassions connaître et valoir vos droits et obligations de

citoyens, à l'éducation de vos enfants, la gestion rationnelle et inclusive de vos économies et bien d'autres » a indiqué lors de son allocation Ben Djadid Mohamed Dhakoine Directeur régional du PFSS-RRC. « Et pour vous sensibiliser sur ces devoirs moraux qui sont les mesures d'accompagnement, il vous est fortement recommandé de vous retrouver ensemble

pour acquérir ces enseignements » a-t-il ajouté devant une foule nombreuse constituée essentiellement de femmes.

Avant la cérémonie, ces femmes ont été sensibilisées sur comment faire bon usage de cet argent et sur des valeurs citoyennes. Le gouverneur Fazul a saisi cette opportunité lors de son intervention pour faire l'éloge de la poli-

tique du chef de l'État à l'égard des femmes. « Si les bénéficiaires vous êtes seulement des femmes, sachez que c'est à l'initiative du président Azali Assoumani et c'est parce qu'il vous aime » lance-t-il sous les applaudissements du public.

Riwad

JOURNÉE MONDIALE DE LA PAIX

Les organisations locales se mobilisent en défenseurs de la paix

La journée internationale de la paix a été également célébrée à Moroni hier 21 septembre. A cette occasion, une marche pacifique a été organisée dans la capitale afin de prévenir sur les dangers des conflits et les violences de toutes formes.

Les organisations telles que les jeunes et les femmes leaders pour la paix, l'organisation non-gouvernementale CAP et Respir-Comores ont célébré hier dans la matinée la journée mondiale de la paix. Cette journée est célébrée partout dans le monde le 21 septembre et l'Assemblée générale des Nations Unies l'a consacrée au renforcement des idéaux de paix. Cette année, les Nations Unies ont retenu comme thème « Action en faveur de la paix : nos ambitions pour les objectifs mondiaux », en appel à l'action collective ou individuelle pour la promotion de la paix. Au niveau du pays, une marche pacifique a été organisée à Moroni



depuis la Banque d'Industrie des Comores (BIC) jusqu'à la place de l'indépendance.

Akim Said Mchangama, coordinateur de l'Ong CAP a montré que la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants est un combat que nos organisations s'engagent à mener. « Ce combat est devenu

une nécessité absolue pour chacun de nous, déclare-t-il. Et les violences de toutes sortes comme les conflits inter communautaires, les violences dans les stades, les agressions sexuelles ou les menaces verbales sont des ennemis contre la paix ». Pour lui, chacun doit agir dans son coin pour favoriser la paix sur

l'ensemble du territoire.

Quant aux conflits d'ordre politique, le coordinateur de l'Ong CAP explique que les organisations vont travailler sur le terrain pour sensibiliser la population sur la paix. « Le pays se prépare pour des élections bientôt. Et cette période est caractérisée souvent par des tensions et des violences de toutes sortes », souligne-t-il. Il appelle la population à agir en défense de la paix car bien que la vie s'avère chère mais chacun respire paisiblement.

Cette réflexion de « Pas de développement sans paix » vient de la déclaration du secrétaire général de l'ONU António Guterres qui soutient que « La paix est nécessaire aujourd'hui plus que jamais. La guerre et les conflits provoquent la dévastation, la pauvreté et la faim et chassent des dizaines de millions de personnes de leur foyer. Le chaos climatique est omniprésent. Et même les pays pacifiques sont en proie à des inégalités criantes et à une polarisation politique ».

La Journée internationale de la paix 2023 encourage tous les jeunes à être ambitieux dans leur engagement en tant qu'agents sociaux positifs et constructifs, à rejoindre le mouvement pour atteindre les ODD et à contribuer à la construction d'une paix durable. « Ensemble, nous pouvons contribuer à mener notre monde vers un avenir plus vert, plus équitable, plus juste et plus sûr pour tous. Les ODD visent à nous rapprocher de sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives, exemptes de peur et de violence. Mais sans l'adhésion et la contribution d'un large éventail d'acteurs, dont les 1,2 milliard de jeunes en vie, les objectifs ne seront pas atteints. Nous vous invitons à vous joindre à l'appel des Nations Unies pour agir en faveur de la paix : lutter contre les inégalités, prendre des mesures contre le changement climatique et promouvoir et protéger les droits de l'homme », souhaite-t-il.

Kamal Gamal

SOCIÉTÉ :

La commission de gestion et de prévention des conflits installée à Ngazidja

Le gouvernorat de Ngazidja a procédé hier jeudi 21 septembre à la mise en place de la commission de gestion et de prévention des conflits. Cette commission a pour mission de consolider et de promouvoir la paix sociale par des actions de médiation sociale, d'éducation civique notamment auprès des jeunes à travers les équipes sportives et les associations culturelles ainsi que de coordination de la coopération en matière de paix sociale.

En présence des acteurs étatiques et non étatiques, le gouvernorat de Ngazidja a procédé hier jeudi 21 septembre à la mise en place de la commission de gestion et de prévention des conflits. Cette idée est née il y a deux ans suite aux conflits sanglants opposant des villages de différentes régions. C'est dans ce contexte que le gouvernorat de Ngazidja en collaboration avec les autorités nationales, a organisé des rencontres qui ont regroupé les forces de l'ordre et de sécurité ainsi que les collectivités

sociales et les leaders d'opinion dans l'objectif de trouver une solution durable à ces conflits intercommunautaires liés le plus souvent à des problèmes fonciers ou à des compétitions sportives. Composée des professionnels de la justice, des acteurs de la paix, de maintien de l'ordre, des religieux ainsi que des notables et organisations sportives, cette commission a pour mission la consolidation et la promotion de la paix sociale par des actions de médiation sociale, d'éducation civique auprès de toutes les catégories sociales en général et les jeunes en particulier à travers les structures sportives notamment les équipes sportives et les associations culturelles.

Dans son allocution, la gouverneure de l'île de Ngazidja Sitti Farouata Mhoudine a expliqué au cours de ces dernières années, on observe une escalade des conflits intercommunautaires liés à des problèmes civiques, de cohabitation inter villageoise et à une défaillance organisationnelle du secteur de la paix et une faible implication des

notables, des préfets et chefs des villages qui sont les magistrats de communes et régions. Selon des études réalisées par l'ONG Salam, l'île de Ngazidja affiche un taux plus élevé en fragilité sociale et 78% des communautés villageoises seraient en crise sociale. Ces crises sociales sont fréquentes et affectent d'autres activités socio-politico-économiques telles que les mariages, la circulation routière, le commerce

etc... et par ailleurs le mécanisme de réconciliation durable est inexistant sinon peu performant.

« La commission que nous mettons officiellement en place aujourd'hui, a pour principale mission de consolider et de promouvoir la paix sociale par des actions de médiation sociale, d'éducation civique notamment auprès des jeunes à travers les équipes sportives et les associations culturelles ainsi que de coordination

de la coopération en matière de paix sociale.

C'est une mission, certes difficile mais noble et nécessaire pour le développement inclusif de notre île et de notre pays et qui exige un engagement sans faille, une disponibilité accrue et un sens de dialogue et de responsabilité », souligne la gouverneure de l'île de Ngazidja.

De son côté, le conseiller paix et développement du bureau des Nations Unies, Ednam Songhaï a expliqué que les Nations-Unies renchérissent cette belle initiative et sont prêtes à accompagner cette commission car cela rentre dans le mandat des Nations-unies. « Si l'on regarde bien le mandat de la commission est de prévenir et gérer les conflits naissants de toute nature au sein des régions, des villages, établir un dialogue constructif pour établir les divergences et conflits. Cette mission est en parfaite cohérence avec celle du mandat des Nations Unies. Nous sommes disposés à contribuer à cette structure », dit-il.



Andjouza Abouheir

MÉTIER PROFESSIONNELS :

Des jeunes d'Anjouan produisent du savon de douche

Des jeunes anjouanais lancent leur unité de production de savon en liquide. Une nouvelle réjouissante pour la jeunesse de l'île d'Anjouan, qui fait face à un taux de chômage élevé.

Après une formation en Tanzanie, les jeunes ont de la matière pour combattre le chômage. « Cette formation rentre dans les programmes et la vision du gouverneur Anissi Chamsidine. Nous étions en Tanzanie dernièrement du 6 au 10 août 2023, dans le cadre de la coopération décentralisée. On a vu du concret et aujourd'hui la population a du savon de douche liquéfié » indique Saindou Chibaco, Maire de la commune d'Ongojou et président de l'association des



Maires d'Anjouan.

C'est une nouvelle réjouissante pour la jeunesse de l'île, qui fait face à un taux de chômage élevé. Ces jeunes ont eu la chance de

participer à une formation en Tanzanie, grâce à la coopération décentralisée. « Le Gouverneur Anissi aime la méritocratie et la création, nous le remercions. Nous

estimons que d'ici quelques mois, on va rivaliser avec les produits de saponification importés avec l'aide du gouvernement central », souligne un des bénéficiaires de la formation.

Cette formation leur a permis d'acquérir les compétences nécessaires pour lancer leur propre unité de production de savon liquéfié. Le résultat est impressionnant : un savon doux avec une légère odeur, qui rappelle la pureté. Les citoyens qui l'ont utilisé l'apprécient énormément. Pour les jeunes, c'est une véritable opportunité contre le chômage. Ils ont pu mettre en pratique les connaissances acquises lors de leur formation en Tanzanie et créer leur propre entreprise. Grâce à leur initiative, la population dispose maintenant d'un

savon liquide de qualité pour se laver.

Le maire, Saindou Chibaco montre que coopération décentralisée a porté ses fruits, offrant aux jeunes la possibilité de réaliser leur projet et de contribuer au développement de l'île d'Anjouan. « C'est un bel exemple de réussite pour la jeunesse de l'île, qui montre qu'avec de la volonté et de la formation, il est possible de lutter contre le chômage et de créer des opportunités. Les jeunes anjouanais peuvent être fiers de leur unité de production de savon liquéfié, qui offre à la population un produit de qualité pour l'hygiène quotidienne », dit-il.

Nabil Jaffar

ENVIRONNEMENT :

Ngo'shawo appelle à protéger les mangroves

La semaine dernière, l'association Ngo'shawo en partenariat avec Afriyan, Rcoi et les jeunes leaders pour la paix a procédé à une opération de nettoyage et de restauration des mangroves à Voidjou. Une opération pour protéger les mangroves qui sont menacés par les déchets mais également pour conserver l'écosystème, la biodiversité afin de faire face aux changements climatiques.

Le changement climatique reste aujourd'hui un grand défi dans le monde. Aucun pays n'est épargné par ce phénomène naturel. Les pays se préparent en sensibilisant les gens à bien protéger l'environnement en plantant des arbres, préservant le littoral mais aussi contre le déversement des déchets un peu partout. Aux Comores, l'association Ngo'shawo

ne ménage aucun effet pour la protection de l'environnement. Après la plantation d'arbres dans les régions de Dimani et Wachili, la semaine dernière ils ont effectué une opération de nettoyage des mangroves à Voidjou en partenariat avec Afriyan, Rcoi et les Jeunes leaders pour la paix. Une opération pour protéger les mangroves qui sont menacées par les déchets. Il s'agit aussi de conserver l'écosystème, la biodiversité afin de faire face aux changements climatiques. Cette journée a vu la participation des membres de l'école nationale des forces armées et de la gendarmerie (Enfag).

« Protéger l'environnement et l'éducation font partie de nos activités. Nous sommes ici pour nettoyer ces mangroves et les rendre propres afin que ces plantes puissent bien grandir. Cela rentre dans le cadre des mesures de lutte au changement

climatique. Ce n'est pas la première fois qu'on fait ce genre d'opération. Il y a quelques mois, nous avons organisé une journée de plantation d'arbres dans les régions de Dimani et Wachili dans les zones côtières. Donc, aujourd'hui c'est une journée de nettoyage et de restauration des mangroves qui sont menacées par les déchets », avance Moudjib Mohamed Said, le président de l'association Ngo'shawo.

Ce dernier montre que l'association avait mené cette même opération à Uropveni et Chindini dans la région de Mbadjini. Il a saisi l'occasion pour lancer un appel de sensibilisation à la population pour la protection des mangroves, qui sont ressource importante et la lutte contre le réchauffement climatique. Pour le coordinateur du projet de développement durable de l'association Abdallah Hamda, c'est un travail



qui demande encore plus de soutien et surtout de partage entre les associations et ces jeunes de la société civile. « Nous avons échangé nos connaissances et avons pris cons-

science de l'urgence de protéger l'environnement face au changement climatique », dit-il.

Nassuf Ben Amad

ENVIRONNEMENT

Le PAREO met en place une aire marine éducative à Mohéli

Dans le cadre du projet patrimoine récifal de l'océan indien entre nos mains (PAREO), des activités de sensibilisation et d'éducation environnementale se sont

déroulées au cours de la semaine dernière à Nioumachoi. Les élèves des 3 écoles ayant bénéficié de ce projet ont effectué une sortie à la plage de l'îlot Wenefou pour obs-

server le récif. Le vendredi, ils ont organisé une journée propre à la plage de Nioumachoi. L'objectif est de mettre en place une aire marine éducative (AME), dont la gestion sera confiée aux élèves des 3 écoles sélectionnées pour cette phase pilote.

Lancé au début de l'année 2023, le projet PAREO intervient à Mohéli plus précisément au sein du Parc national de Mohéli. Après plusieurs séances de travail et d'éducation environnementale sur la protection du récif corallien, les élèves des 3 écoles ayant bénéficié de ce projet ont organisé des activités de sensibilisation et d'éducation à l'environnement en

milieux scolaires, auprès des pêcheurs, des décideurs et des communautés, suivies des sorties en mer au large de Nioumachoi. L'objectif principal est de mettre en place une aire marine éducative dont la gestion sera officiellement confiée aux élèves pour cette phase pilote du projet. Le site de mise en place de l'AME sera identifié par ces élèves eux-mêmes.

Après avoir effectué une visite dans l'îlot Wenefou pour une observation des récifs coralliens, ce vendredi ces écoliers ont organisé une journée propre dans le littoral de Nioumachoi. L'idée était de ramasser tous les déchets plastiques ainsi que les métaux. « Actuellement ils comprennent le rôle que joue le récif

corallien ainsi que les dangers qui guettent cet environnement si fragile. À leur retour de l'îlot, ils ont décidé eux-mêmes de nettoyer toute l'étendue du littoral de Nioumachoi car il y avait des plastiques éparpillés partout » a expliqué Mohamed Samir, animateur scientifique du projet PAREO.

Ces élèves sont également formés sur les techniques de bases liées à la protection de l'environnement. Actuellement, ils espèrent continuer de mettre en pratique les connaissances acquises durant un mois de formation pour mieux valoriser le patrimoine naturel et contribuer à la protection de l'environnement.

Riwad



1ER FESTIVAL DE LA MER ET DES ARTS

"La mer comme avenir de l'océan Indien dans l'archipel des Comores"

Du 18 au 20 septembre 2023 s'est tenu à Moroni un festival dédié à la mer. Ce festival est le premier du genre aux Comores et comprenait des délégués d'Afrique, d'Europe et d'Asie qui ont partagé leurs expériences et leurs connaissances aux côtés des parties prenantes sur l'océan, les risques sismiques sur l'Océan des Comores et les nouvelles approches pour représenter et protéger l'océan des Comores ainsi que l'océan Indien.

Le Dr Toiwilou Mze Hamadi, Directeur du CNDRS, avait au début du Festival, souhaité la bienvenue au ministre premier Bianrifi Taharmidi, assurant l'intérim du chef de l'Etat, aux ministres et à tous les participants à ce prestigieux festival. « Nous sommes impatients d'échanger des idées sur de nouvelles approches pour mieux comprendre la mer dans l'océan

Indien, définir les défis interdisciplinaires, envisager un avenir durable et explorer comment la mer peut être une ressource pour l'avenir », a déclaré le Dr Hamadi.

La directrice exécutive et responsable stratégique pour WILDOCEANS (un programme du WILDTRUST), qui appuie le projet R-POC ici aux Comores, le Dr Jean Harris, a été une conférencière clé à l'événement et a exprimé sa gratitude pour le festival et les différents partenariats qui ont permis la tenue de cette activité. « Nous planifions cet événement depuis des mois avec l'équipe du CNDRS. Nous sommes heureux de pouvoir enfin vous apporter cet événement aujourd'hui ! » a dit Dr Harris. S'exprimant au sujet du projet R-POC et de ses partenaires régionaux et locaux, Dr Harris a dit ceci : « Il s'agit d'un partenariat très collaboratif avec nos partenaires dans la région des Comores. Nous n'aurions vraiment

pas pu faire tout ce travail formidable sans ce partenariat solide. »

L'événement a également vu le lancement du rapport national de la liste des espèces de poissons de récif aux Comores. Le rapport national donne un aperçu d'une expédition, financée par le projet CEPF, menée en 2018 autour des trois îles des Comores. Le rapport répertorie 259 espèces de poissons de récifs provenant de 49 familles enregistrées jusqu'à 180 m de profondeur. Cette responsable du WILDOCEANS a déclaré : « Je suis heureuse d'avoir assisté parmi vous, ici aux Comores, à ce 1er Festival de la Mer et des Arts, en partenariat avec le gouvernement comorien, les Parcs Nationaux des Comores, l'Université des Comores, le CNDRS, ainsi que les ONGs COR-DIO, AIDE, UMAMA et OPAS, pour soutenir les actions pour améliorer la protection de l'environnement marin des Comores. Je félicite



les Comores pour leur grand leadership et engagement envers la santé des océans en soutenant l'objectif 3 de protéger 30% de ses mers d'ici 2030, adopté en 2022 à la COP 15 de la Convention des Nations-Unies sur la Diversité Biologique. »

Le projet R-POC, en partenariat avec le Centre National de

Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS), l'Ambassade de France, le gouvernement comorien et l'Union Européenne, a été parmi les chevilles ouvrières de la réussite de ce 1er Festival de la Mer et des Arts.

Mmagaza

SAISON 3 NYORA

L'aventure Nyora continue. La semaine dernière était diffusée, la session live comptant pour les demi-finales de cette troisième saison. Les 7 candidats en lice ont

interprété leurs chansons en shikomori et en langue étrangère, accompagnés par des musiciens rôdés et talentueux. A l'issue du vote du public et du jury, trois can-

Qui ira en finale ?

didats seront retenus pour la finale qui devrait se tenir en France.

Ce sont des candidats confiants et passionnés que nous avons redécouverts à l'écran, dimanche 17 septembre lors d'une session live avec 5 musiciens, et rediffusée sur l'Ortc. Un show d'une heure et demi pendant lequel les artistes ont enchaîné les prestations. « Il y avait des mises en scène, du chant, de la danse... c'était un vrai spectacle. Ils nous ont régales ! », a confié un téléspectateur qui a suivi depuis son mobile.

Pour cette soirée décisive, les candidats ont eu à interpréter, accompagnés par les musiciens, deux chansons dont une en langue étrangère et une en shikomori. Des séquences et des scénarisations très

élaborées, avec des décors changeants et des chorégraphies de qualité.

Pour les chansons en langue étrangère, le public était servi avec des chansons en swahili, en malagasy et même en bambara. « La Direction artistique a souhaité mettre en valeur les voix et spécificités de chacun, à travers un répertoire musical varié et unique », a confié un membre du staff de Nyora. Et ça a pris ! Les candidats ont livré des performances intéressantes, pour la plupart.

« Ils ont travaillé dur. Avec des répétitions programmées tous les jours avec les musiciens mais aussi les chorégraphes ». A l'écran, cela s'est ressenti avec des artistes plus sûrs d'eux et surtout, maîtrisant leur trac. « Pendant le mrenge, on

les sentait fébriles. Ils semblaient tous stressés et pas très sûrs d'eux. Et là, ils avaient l'air plus à l'aise. En plus, il y avait des mises en scène. Ils n'ont pas juste chanté, ils ont interprété les chansons. C'était bien », s'est réjouie une jeune femme interrogée après la diffusion de l'émission.

A l'issue de cette session live, le public a la possibilité de voter pour son artiste favori afin de le hisser en finale. En attendant, la troupe Nyora multiplie les apparitions publiques et continue de répandre un peu de sa magie dans les différents espaces où tous sont accueillis comme des stars. Rendez-vous dans un peu moins de deux semaines pour savoir qui des sept candidats ira en finale.

S.Ch



FOOTBALL

Younes Zerdouk, fin de l'idylle

Après six ans de bons et loyaux services, Younes Zerdouk quitte le navire Caelacanthe. Adjoint d'Amir Abdou de 2017 à 2022, il a ensuite pris le relais de ce dernier avec comme objectif majeur une qualification pour la CAN 2023 en Côte d'Ivoire.

Force est de constater que les objectifs que lui avait fixé la Fédération de Football des Comores n'ont pas été atteints, c'est peut-être en partie les raisons qui ont poussé les membres du Comité Exécutif de la FFC réunis hier à ne pas prolonger le technicien Franco-marocain. « A la suite d'une réunion tenue ce jour, jeudi 21 septembre 2023, le Comité Exécutif (ComEx) de

la Fédération de Football des Comores (FFC) a décidé de ne pas prolonger le contrat du Sélectionneur, Younes Zerdouk » peut-on lire dans un communiqué de presse publié dans sa page Facebook par la Fédération de Football des Comores.

Si l'instance faitière du football comorien n'a pas donné plus de précision sur son successeur, le communiqué semble indiquer que le sort de certains éléments qui composent son staff si ce n'est dans son entièreté dépend de la volonté du futur sélectionneur. « Par ailleurs, la mise en place d'un nouveau staff se fera en commun accord avec le nouveau sélectionneur qui sera connu dans les prochains jours. »

Selon une information de La

Gazette des Comores, la décision de ne pas prolonger le contrat de Zerdouk lui avait été signifiée lorsqu'il a été reçu par le président de la FFC en marge de la rencontre contre la Zambie le 9 septembre dernier. Reconnaisant du travail accompli par le désormais ex. sélectionneur des Verts, la FFC a tenu à lui rendre hommage. « Le ComEx réitère ses vifs remerciements et tient à saluer sa loyauté et son professionnalisme en faveur du football comorien. ». Et le communiqué de conclure : « Etant la porte parole des acteurs du football comorien, la FFC souhaite à Younes Zerdouk plein de succès dans ses prochaines missions. »

Imtiyaz



Younes Zerdouk Sélectionneur des coelacanthés. (Photo d'archive)

SÉISME AU MAROC

Le Maroc alloue 120 milliards de dirham pour la reconstruction

Le roi Mohamed VI a annoncé l'allocation de 120 milliards de dirham pour reconstruire les zones sinistrées après le séisme qui secoué le pays faisant plus de 2000 morts.

Le roi Mohammed VI a présidé mercredi 20 septembre dernier au Palais Royal de Rabat, une séance de travail consacrée au programme de reconstruction et de mise à niveau générale des régions sinistrées par le séisme d'Al Haouz. Cette séance s'inscrit dans le prolongement des hautes directives données par le souverain lors des réunions du 09 et du 14 septembre, qui ont posé les jalons d'un programme réfléchi, intégré et ambitieux destiné à apporter une réponse forte, cohérente, rapide et volontariste.

D'un budget prévisionnel global estimé à 120 milliards de dirhams, sur une période de cinq ans, la première version du programme intégré et multisectoriel présenté devant le souverain, couvre les six provinces et préfectures affectées par le tremblement de terre (Marrakech, Al Haouz, Taroudant, Chichaoua, Azilal et Ouarzazate), ciblant une population de 4,2 millions d'habitants. « Selon une logique de convergence et sur la base d'un dia-



gnostic précis des besoins et d'une analyse des potentialités territoriales et des acteurs locaux, ce programme comprend des projets visant, d'une part, la reconstruction des logements et la mise à niveau des infrastructures touchées, conformément au dispositif d'urgence décidé lors de la réunion du 14 septembre, et d'autre part, le renforcement du développement socioéconomique dans les zones ciblées », lit-on dans un communiqué du cabinet royal.

Parallèlement, il est structuré autour de quatre composantes principales à savoir le relogement des personnes sinistrées, la reconstruction des logements et la réhabilita-

tion des infrastructures, le désenclavement et la mise à niveau des territoires, l'accélération de la résorption des déficits sociaux, notamment dans les zones montagneuses affectées par le séisme et l'encouragement de l'activité économique et de l'emploi ainsi que la valorisation des initiatives locales. « Le programme comprend, la mise en place, dans chaque région, d'une grande plate-forme de réserves de première nécessité (tentes, couvertures, lits, médicaments, denrées alimentaires, etc.) afin de faire face de façon immédiate aux catastrophes naturelles », précise-t-il.

Lors de cette séance de travail, le

roi a invité le gouvernement à décliner la vision présentée au niveau de chacune des provinces et préfecture concernées. Il a de nouveau insisté sur l'importance d'être à l'écoute permanente de la population locale afin de lui apporter des solutions adaptées, tout en accordant l'importance nécessaire à la dimension environnementale et en veillant à respecter le patrimoine unique et les traditions et modes de vie de chaque région. Il a insisté sur l'impératif de faire preuve d'une gouvernance exemplaire. Les mots d'ordre sont rapidité, efficacité, rigueur et résultats probants, afin que ce programme de reconstruction et de mise à niveau générale des régions sinistrées devienne un modèle de développement territorial intégré et équilibré. « Le financement de ce grand programme sera assuré à partir de crédits alloués du budget général de l'Etat, de contributions des collectivités territoriales et du Compte spécial de solidarité dédié à la gestion des effets du tremblement de terre, ainsi qu'à travers des dons et la coopération internationale », ajoute le communiqué. A cet égard, et dans le cadre des missions du Fonds Hassan II en matière de soutien à la réalisation de programmes et projets ayant des retombées structurantes pour le développement économique

et social, le roi a donné ses hautes instructions pour que le fonds Hassan II apporte une contribution de 2 milliards de dirhams au financement de ce programme.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Avis d'Appel d'Offres

Date de lancement : 19/09/2023

Date de remise : 02/10/2023

N° : AON/Travaux/04/2023/Exim-Bank

Objet de l'AON : Travaux de rénovation à Exim Bank

Exim Bank Comores SA a des fonds pour financer le coût des travaux de rénovation de l'Exim Bank Moroni. Il est prévu qu'une partie de cette somme accordée de ces Fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre de ces travaux de rénovation de l'Exim Bank Moroni. La Banque invite les entreprises intéressées à soumettre leurs offres pour les travaux décrites dans le DAO.

2. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'Appel d'Offres dans les bureaux de l'Exim Moroni.

3. Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu en version numérique, gratuitement, ou acheté en version papier par les candidats sur demande écrite au service mentionné ci-dessous et moyennant un paiement d'un montant non remboursable de « Dix mille francs (10 000) Francs comoriens ».

4. Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée

ci-dessus au plus tard le **02/10/2023 à 16 heures 00 min** et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant au moins égal à : **un million de francs (1 000 000 KMF) comoriens**.

5. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le **02 /10/ 2023 à 16 heures 30 min** dans la salle de conférence de l'Exim Bank.

6. Siège de l'Exim -Bank Moroni, place de France BOX 3 - MORONI – Union des Comores ; Tél : (+269) 773 94 00 / Fax : (+269) 773 94 01 ; email : secretaire-dn@eximbank-km.com

7. Les offres doivent être validés pendant une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres.

La Direction